

REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

50 ANS APRES LA "LIBERATION", LE CAPITALISME DECHAINED TOUJOURS SA BARBARIE

La commémoration du cinquantenaire de l'insurrection du "peuple" de Paris contre l'envahisseur nazi offre aujourd'hui à la bourgeoisie démocratique une nouvelle occasion de chercher à embrigader la classe ouvrière derrière la défense du capital national. Tous les partis bourgeois, de droite comme de gauche, s'essayeront à mystifier les prolétaires en prétendant que cette "libération" était la sienne. Cette "victoire" n'appartient pas aux ouvriers. C'est celle du camp impérialiste des Alliés contre le camp impérialiste allemand. Ce sont ces deux fractions du capital qui, d'un côté comme de l'autre, ont poussé des dizaines de millions de prolétaires à s'entretuer pour des intérêts qui n'étaient pas les leurs. La Libération n'était que le couronnement de cette effroyable boucherie, où le camp capitaliste victorieux a encore appelé les ouvriers à suivre le mot d'ordre revenchard du Parti "Communiste"

Français : *"Plus forts les coups sur le Boche chancelant !"*

Au moment où l'Etat démocratique invite les prolétaires à se vautrer de nouveau dans l'hystérie chauvine de la Libération, le capitalisme continue à semer la terreur et la mort au Rwanda comme en Yougoslavie.

Les festivités anniversaires de la Libération, avec le bruit assourdissant des feux d'artifice et des pétards, vise à faire oublier un autre génocide qui se déroule aujourd'hui sous nos yeux, au Rwanda. L'exode massif de la population de ce pays, fuyant dans des conditions effroyables le chaos sanglant, est largement comparable à la déportation des Juifs pendant la seconde guerre mondiale. Mais cette fois, ce sont les grandes puissances démocratiques (notamment les anciens alliés d'hier, la France et les Etats-Unis) qui portent l'entière responsabilité du déchaînement de l'horreur.

Ce sont elles qui ont attisé, alimenté les rivalités entre Hutus et Tutsis. Ce sont elles qui ont joué le rôle de pousse-au-crime en apportant leur soutien militaire aux deux cliques rivales, FPR et FAR (voir article ci-dessous).

Il y a cinquante ans, la démocratie bourgeoise justifiait et masquait ses propres crimes de guerre derrière la feuille de vigne de l'idéologie antifasciste. Aujourd'hui, c'est au nom de l'"intervention humanitaire" qu'elle cherche encore à faire adhérer les prolétaires à toutes ses croisades impérialistes depuis la guerre du Golfe.

Mais à l'heure où la classe dominante s'efforce de sceller une nouvelle union sacrée à la mémoire de la *"lutte héroïque du peuple français"* contre la barbarie hitlérienne, les gesticulations antiterroristes de l'ineffable Pasqua ne peuvent faire illusion sur les bienfaits de la démocratie. Derrière le prétexte fallacieux de la protection de la popula-

tion contre le terrorisme islamiste, le quadrillage policier des grandes villes, le renforcement des contrôles d'identité à chaque carrefour, notamment dans les quartiers ouvriers, les rafles et autres mesures dites sécuritaires prises cet été par le ministère de l'Intérieur (voir page 3), n'ont en réalité qu'un seul objectif : intimider la classe ouvrière, la paralyser, la dissuader de troubler l'"ordre public" bourgeois en développant ses luttes contre la dégradation catastrophique de ses conditions de vie. Cette gigantesque campagne antiterroriste (alimentée récemment par la livraison de Carlos au gouvernement français) montre une fois encore le vrai visage de la "démocratie" : celui de la terreur implacable du système capitaliste. C'est ce système et son Etat ("démocratique" ou "totalitaire") qui ont sacrifié 50 millions de vie humaines dans la seconde guerre mondiale. C'est ce système qui déchaîne aujourd'hui le chaos sanglant

dans les pays sous-développés, et qui, dans les pays "riches", est responsable de la misère et d'un chômage massif impossible à enrayer.

C'est lui que le prolétariat mondial devra détruire avant qu'il n'engloutisse toute la planète dans sa folie meurtrière. Mais pour trouver les moyens d'abattre le monstre capitaliste, la classe ouvrière doit d'abord refuser de resserrer les rangs derrière les drapeaux de ses exploiters. Elle doit rester sourde aux chants de sirènes démocratiques, refuser de se laisser intoxiquer par le poison du nationalisme, refuser de se laisser intimider par les manœuvres de Pasqua et consorts. Ce n'est qu'en développant massivement ses luttes dans tous les pays sur son propre terrain, pour la défense de ses conditions de vie, que le prolétariat pourra trouver la force d'affronter l'Etat bourgeois.

Camille (27 août).

Intervention "humanitaire" au Rwanda LES GRANDES PUISSANCES SONT LES PRINCIPALES RESPONSABLES DU GENOCIDE

On voulait nous faire penser qu'était pour toujours exorcisée l'horreur nazie des convois de déportés et des files de malheureux sur le chemin d'accès aux camps de concentration. Rendu désormais impossible le tableau atroce de montagnes de cadavres humains jetés nus dans des fosses comme s'il s'agissait d'immondices. Mais ce spectacle immonde, le Rwanda nous le présente aujourd'hui sous les yeux. Et ce, voyez la coïncidence, à l'heure précise où les grands pays occidentaux célèbrent la victoire des forces démocratiques sur la barbarie totalitaire fasciste en 1944. Terrible mais utile parallèle car le spectacle de Goma prouve que le totalitarisme n'est qu'un aspect de la barbarie capitaliste. Celle-ci, c'est le capitalisme dans son tout, décadent et agonisant, qui l'engendre à chaque moment. L'augmentation de ses capacités destructrices est devenue la seule marque de « progrès » du système et, de Bhopal en Tchernobyl, de guerre du Golfe en tragédies somaliennes ou bosniaques, il n'y aura plus de limite à l'escalade dans la sauvagerie.

Le Rwanda nous montre qu'en matière de génocide, le capitalisme de la fin du XX^e siècle fait beaucoup plus fort et vite que les nazis ou les staliniens puisque, en moins de trois mois, c'est plus d'un million d'êtres humains qui ont été rayés du nombre des vivants (300 000 en une seule semaine au mois de juin). Seules les bombes atomiques d'Hiroshima et de Nagasaki ont dépassé ce niveau de rendement exterminateur.

Alors, comme cet état du système capitaliste devient de plus en plus évident, ses agents d'« information », hom-

mes de gouvernement, idéologues et journalistes, redoublent d'efforts pour travestir les réalités. De la situation du Rwanda, ils nous racontent qu'elle résulte d'une fatalité africaine « *rendant inévitables les lamentables conflits ethniques* ». Ils évitent naturellement d'expliquer que cette « fatalité » est dans une large mesure le produit de la colonisation occidentale, avec la création de frontières et de divisions ethniques artificielles : ainsi, Hutus et Tutsis, a contrario d'une fable malhonnêtement répandue, ne sont pas deux ethnies distinctes mais deux cas-

tes d'un même peuple. Ils évoquent ensuite l'état d'anarchie sociale à la base de la guerre civile rwandaise. Cela pourrait être exact si l'on n'omettait pas d'ajouter que le chaos rwandais reflète directement la dynamique de décomposition qui affecte le monde capitaliste entier en crise. Pas seulement les pays pauvres d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine ou ceux, eux-mêmes périphériques, qui sortent de l'éclatement de l'ancien empire soviétique, mais encore les bastions occidentaux du système, Europe, Etats-Unis, etc., avec leurs masses énormes de chômeurs, de sans-abris et de jeunes sans perspective d'avenir.

Les vraies raisons des massacres au Rwanda

Mais la bourgeoisie oublie par-dessus tout, volontairement, bien sûr, de dire que la tragédie rwandaise n'aurait jamais atteint l'acuité que l'on connaît si ne l'avait pas provoquée et nourrie la féroce rivalité des impérialistes occidentaux, en l'occurrence la France et les Etats-Unis. Oui, les massacres du Rwanda et la désolation exterminatrice des camps de Goma ou de Bukavu expriment avant toute chose la guerre

féroce que se livrent par peuples interposés les grandes puissances capitalistes.

Depuis 1990 et l'effondrement du bloc de l'Est, on assiste dans le camp occidental à une distorsion totale des anciennes alliances et à l'émergence du chacun pour soi. Cela se traduit aussi

par un repartage des zones d'influence et par une remise en cause des prérogatives antérieures. Cela dans un contexte où les Etats-Unis, afin de maintenir leur suprématie mondiale, sont constamment contraints de faire rentrer leurs ex-compagnons d'armes dans le rang.

(SUITE PAGE 5)

SOMMAIRE

FRANCE

Les médias : un appareil d'intox au service de l'Etat bourgeois p. 2
Pasqua : l'Etat muscle son appareil répressif contre les ouvriers p. 3
Renault : le PCF et la CGT défendent toujours le capital national p. 3
Jaurès : le PS, véritable continuateur du parti va-t'en-guerre de 1914 et 1939 p. 3

CRISE ECONOMIQUE

La seule reprise, c'est celle du chômage et des attaques antiouvrières p. 2

TENSIONS IMPERIALISTES

Algérie : les rivalités entre la France et les Etats-Unis aggravent la décomposition sociale p. 4
Cuba : la faillite d'un modèle stalinien p. 4
Derrière l'arrestation de Carlos, l'impérialisme français défend ses intérêts p. 4
Ex-Yougoslavie : une seule perspective, l'extension du chaos p. 5
Au Rwanda aussi, Lutte Ouvrière appelle les ouvriers à soutenir un camp bourgeois p. 5

POLEMIQUE

Le PCI ("Le Prolétaire") et la question nationale : dogme ou méthode marxiste ? p. 6

CINQUANTENAIRE DE LA LIBERATION DE PARIS

L'impudence de la Libération p. 8
PCF : la palme du chauvinisme p. 8

LA SEULE REPRISE, C'EST CELLE DU CHOMAGE ET DES ATTAQUES ANTILOUVRIERES

Au nom de la lutte contre le chômage, de «l'assouplissement» et de «l'harmonisation» du «marché du travail», les orientations définies par les responsables politiques mondiaux lors du dernier sommet du G7 à Naples, comme dans un rapport de l'OCDE publié opportunément juste avant, constituent un plan de bataille brutale et cynique contre les conditions de travail, de salaire, d'allocation de toute la classe ouvrière.

Fausse reprise économique et vrais sacrifices pour les ouvriers

Malgré les propos qui se veulent rassurants des chantres du capitalisme, la reprise n'a jamais été qu'un leurre. Le ralentissement de la chute de l'économie, observable pendant quelques mois aux USA et en Grande-Bretagne, a fait long feu. On observe une baisse générale de la consommation des ménages et des investissements des entreprises et, si le commerce extérieur de certains pays dégage un excédent, c'est le plus souvent lié au destockage plutôt qu'à l'accroissement de la production. Ainsi, les «bons chiffres» du commerce extérieur français sont en bonne partie dûs à la vente d'avions Airbus qui étaient en attente dans des hangars car leurs acheteurs s'étaient décommandés. De même quand les déficits du commerce extérieur diminuent, cela correspond pour les pays concernés à la baisse des importations de machines, du fait de la baisse de l'investissement des entreprises. Ce genre de baisse des importations induit plutôt le ralentissement de la production et de l'économie que leur rétablissement. Par ailleurs, les très vives tensions commerciales entre la plupart des puissances grandes ou moyennes, dont on a vu une expression avec l'annulation de la vente du TGV français au Texas, sont la preuve du fait que chaque pays s'efforce de limiter l'accès des marchandises concurrentes sur son propre marché. Cette logique ne fait et ne fera que s'amplifier, quelles que soient les bonnes intentions exprimées dans les diverses instances internationales.

Les mois qui viennent seront marqués par une rechute d'autant plus terrible que le mensonge sur la reprise a été bruyant. Les ouvriers vont avoir à subir de nouvelles attaques d'ampleur et la bourgeoisie prépare le terrain sur le plan économique comme sur le plan idéologique. C'est le sens de la campagne sur l'assouplissement du marché du travail et l'harmonisation des politiques «sociales» des différents pays.

Cette «harmonisation» des mesures contre le chômage vise à faire appliquer par tous les pays des politiques réduisant les chiffres officiels du chômage et surtout à réduire son coût.

Le premier volet - faire baisser les chiffres officiels - a un rôle de propagande et l'on a pu voir durant ces derniers mois la façon dont certains pays changeaient leur mode de calcul, dans le seul but de faire baisser les chiffres. A ce niveau, toutes les manipulations et tricheries sont de

mise, alors que déjà de nombreux chômeurs n'ayant plus droit aux allocations en sont réduits à la mendicité et à la clochardisation. Au-delà de l'aspect propagande, il est clair que la bourgeoisie entend aligner tous les pays sur les mesures les pires pour la classe ouvrière. L'introduction en France de ce type de mesure permet ainsi de faire baisser de 5% le nombre des chômeurs pour le mois de juillet. Il suffit pour cela de ne plus considérer comme chômeur toute personne ayant travaillé seulement 78 heures pendant le mois : il suffisait d'y penser !

Mais ce sont les mesures de réduction des coûts qui sont les plus significatives. Les moyens utilisés par la bourgeoisie anglaise sont prises en exemple et nul doute qu'ils seront appliqués ailleurs. Pour réduire un nombre important de chômeurs, l'Employment Service Agency (équivalent de l'ANPE) recommande à ses agences locales de proposer systématiquement aux chômeurs des postes peu qualifiés, mal payés, à horaires difficiles, situés dans des zones éloignées du lieu d'habitation, pour, disent-ils, «tester leur disposition au travail». Ceux qui refuseraient de tels emplois seraient considérés comme n'ayant pas envie de travailler et ne relèveraient donc plus du chômage mais... de la fainéantise, sans doute ! Donc plus d'allocation ! Dans le même ordre d'idée, certains pays ne considèrent plus comme chômeur toute personne ayant travaillé ne serait-ce que quelques heures dans le mois. On ne leur supprime pas encore les allocations, mais on les réduit fortement.

Un autre type de mesure consiste à réduire drastiquement les maigres revenus des chômeurs en allongeant le délai entre la perte de l'emploi et la perception des allocations ; en réduisant la durée d'allocation, alors que le chômage de longue durée est en accroissement rapide. On pratique une très forte dégressivité de ces allocations, de sorte qu'au bout de quelques mois, elles deviennent si dérisoires que le chômeur est prêt à tout accepter.

Rendre les actifs responsables du chômage pour diviser les ouvriers

Autres mesures encore que les Etats appliquent intensément : la multiplication des dispositions facilitant la «réinsertion» au travail (stages de formation, temps partiel, contrat à durée déterminée, etc). Ces mesures ont l'avantage de procurer une main-d'oeuvre à bon marché.

Il s'agit, en outre, à la fois de faire baisser les chiffres du chômage car, quand il ne perçoit plus rien ou presque, le chômeur ne fera plus les démarches pour rester inscrit. Cela permet en outre de faire de sérieuses économies en abaissant les allocations. Le tout sous le prétexte de ne pas favoriser une tendance à s'installer dans le «confort du chômage secouru».

Dans le même temps, nos experts de l'OCDE, en parfaite harmonie avec

les autres idéologues bourgeois, distillent un poison doucereux selon lequel : «les arrangements conçus pour protéger les salariés se sont retournés contre les chômeurs (...). Une proportion importante de salariés restera sans emploi, à moins de rendre le marché du travail plus flexible, particulièrement en Europe.» En clair, si les chômeurs ne trouvent pas d'emploi, c'est la faute aux ouvriers actifs qui ne veulent pas accepter des sacrifices douloureux. Suit la liste des recommandations pour rendre «plus flexible» le «marché du travail».

D'abord, bien sûr, l'assouplissement du marché du travail consiste à rendre plus faciles - et moins chères pour les capitalistes - les procédures de licenciements. Le prétexte, assez tortueux il faut le dire, est que si les patrons pouvaient licencier plus facilement, ils hésiteraient moins à embaucher. En réalité, on sait que cela signifie le

licenciement d'ouvriers anciens et relativement bien payés pour embaucher des stagiaires ou des contractuels pour des salaires de misère. Cet assouplissement n'est rien d'autre qu'une «précarisation» généralisée pour toute la classe ouvrière.

L'assouplissement c'est aussi l'extension du travail posté, des horaires de nuit ou irréguliers, du temps partiel, des petits boulots temporaires, etc. Là encore, la précarité qui est le lot de la plupart des jeunes qui arrivent sur le marché du travail doit, aux yeux de nos économistes chevronnés, devenir la règle pour toute la classe ouvrière.

La logique de tout cela, c'est que la bourgeoisie a besoin de réduire la masse salariale, de faire subir à la classe ouvrière une attaque sans précédent. La plaie du chômage, qui est l'angoisse essentielle des ouvriers, est

utilisée par la bourgeoisie pour justifier ses plans en dressant l'un contre l'autre deux secteurs de la classe, les chômeurs et les actifs.

Mais les responsables de cette situation ne sont ni les ouvriers actifs qui bénéficieraient de «rentes de situation» et rendraient rigide le «marché de l'emploi», ni les chômeurs qui feraient une concurrence déloyale aux ouvriers actifs. Le véritable responsable, c'est le capitalisme mondial qui s'avère aujourd'hui incapable de surmonter sa crise mortelle. Et plus ce système prolonge artificiellement sa survie, plus la classe ouvrière va faire les frais de la faillite de l'économie capitaliste. La seule réponse qu'elle puisse apporter à la généralisation du chômage, c'est la lutte massive et unie contre les sacrifices imposés par la classe exploiteuse.

Yorik (20 août)

LES MEDIAS, UN APPAREIL D'INTOXICATION AU SERVICE DE LA BOURGEOISIE

Pas un jour où la presse écrite comme télévisée ne se répand sur les abominations subies par la population du Rwanda. Toute cette barbarie nous a été jetée au visage aux journaux télévisés. Cette banalisation de l'horreur ne pouvait que susciter le dégoût, ne donner qu'une envie : celle de ne plus rien voir ni entendre, d'éteindre au plus vite ou de ne plus allumer son récepteur.

Qu'on se souvienne de la guerre du Golfe, où pas une seule image des tueries et des bombardements réels d'un conflit qui a fait 300 000 morts ne nous est parvenue. Quel contraste ! Tantôt, les médias se livrent à un matraquage intensif d'images chocs, tantôt, quand cela arrange, ils opèrent un black-out total sur l'information. Ils font ou défont constamment l'actualité, déforment les événements, désinforment, au gré et en fonction des objectifs de la bourgeoisie. Pourquoi ? Pour des raisons purement idéologiques. «Objectivité» ? «Indépendance» ? Mensonges ! Ils sont une vaste entreprise d'intoxication et de façonnement de l'opinion publique au service de l'Etat.

Ainsi, alors qu'au début des massacres, la presse se permettait de rappeler le soutien ouvert de la France aux ex-forces gouvernementales rwandaises et qu'au début de l'opération Turquoise, elle se faisait encore l'écho de certaines critiques ou divergences sur cette intervention émises au sein de la bourgeoisie française et même des fractions au pouvoir, elle s'est progressivement alignée aux ordres du gouvernement.

Ce sont alors ces larbins de l'Etat qui ont fait prendre la mayonnaise de la grande campagne humanitaire, faisant ressortir complaisamment en toute occasion la généreuse interven-

tion de la France volant au secours des mourants, des veuves et des petits orphelins rwandais pour les empêcher de crever de faim et de maladie. Par ce tour de passe-passe, de l'implication et de la responsabilité première de la bourgeoisie française dans le déchaînement de ces horreurs, il n'était plus question ! Tous les médias ont salué l'action militaire de la France. «L'action militaire de la France a permis de sauver des vies humaines, c'est la seule chose qui compte à mes yeux», déclarait le responsable du Haut Commissariat de l'ONU aux réfugiés dans une interview à Libération le 23 juillet. Le Point dans son numéro du 28 du même mois, quant à lui, tirait «un bilan positif de l'opération», tandis que Le Monde saluait le «succès» de l'opération. Ils ont ainsi réalisé une véritable union sacrée.

La presse écrite de droite et de gauche a pu alors entonner à l'unisson son couplet sur l'aide humanitaire. Comme durant la campagne précédente, «Du riz pour la Somalie», il y a quelques mois, les appels se succèdent pour apporter une obole sur l'autel humanitaire. Mais c'est aux journaux de gauche que revient la palme de l'ignominie et des mensonges. On a vu le revirement spectaculaire du quotidien stalinien, L'Humanité, qui, après avoir tempêté sur «l'intervention néo-colonialiste du gouvernement Balladur» a mis en vente le 5 août un numéro spécial vendu 12 F dont une partie devait revenir aux réfugiés rwandais et a organisé une large souscription nationale pour leur venir en aide. Ne s'arrêtant pas là, tous les médias se sont faits largement l'écho des exactions et des massacres réels ou supposés des troupes du FPR ayant investi la majeure partie du pays, contribuant largement eux-mêmes à l'exode et à la panique des populations locales. Cela était précisément

le but recherché par le gouvernement français au moment de l'évacuation de son contingent.

Derrière cette manipulation, toute la presse poursuit aussi une vaste offensive idéologique visant à culpabiliser les ouvriers, à laquelle s'associent et collaborent les organisations humanitaires, les fameuses ONG. Par exemple, on a vu la Croix-Rouge française lancer auprès des services publics, comme d'autres l'ont fait par voie d'affiches publicitaires, une opération «Urgence Rwanda», appelant à lui verser des dons d'argent «pour sauver les Rwandais de la famine et des épidémies». Vulgaire racket ! Non seulement on masque la responsabilité de l'Etat dans ces massacres, mais on demande en plus aux prolétaires d'en payer les conséquences ! Le service essentiel que rendent tous ces courtisans zélés de la bourgeoisie, c'est de chercher à faire oublier à la classe ouvrière la situation qu'elle vit quotidiennement, lui faire accepter ses conditions d'existence dégradées.

Il s'agit surtout de l'empêcher de comprendre que les massacres, les épidémies, l'exode, la famine et la folie guerrière qui sont déchaînés au Rwanda, en Bosnie ou ailleurs comme l'aggravation du chômage et de la misère que les prolétaires subissent ici, au coeur des Etats les plus développés, font partie de la même réalité imposée par le capitalisme. La bourgeoisie et ses suppôts dans les médias tentent ainsi de brouiller la conscience des ouvriers. Elle vise à leur interdire de faire le lien entre la crise et la barbarie guerrière, à barrer la compréhension que seule la lutte de classe contre le chômage et la misère pourra mettre fin au chaos et aux massacres du capitalisme.

Yannis (20 août)

PRIVATISATION DE RENAULT

Le PCF et la CGT défendent toujours le capital national

Depuis le début du mois d'août, le PCF et derrière lui la CGT font grand bruit autour de la politique de privatisation du gouvernement Balladur, et notamment en ce qui concerne Renault. La CGT dénonce ainsi « la volonté du pouvoir de s'attaquer frontalement à tous les acquis sociaux », et le PCF, par la voix de son secrétaire général Robert Hue, très présent dans les médias, crie au « mauvais coup contre l'emploi », « au mauvais coup contre l'industrie française », à la « provocation ». Et à côté de la pétition nationale qu'elles font circuler, ces deux organisations antiouvrières notoires appellent encore « à l'union la plus large dans l'action pour empêcher le mauvais coup de Balladur ». Nous avons donc là les thèmes avec lesquels la CGT et le PCF vont chercher à occuper le devant de la scène sociale, et à mobiliser les ouvriers sur un terrain pourri.

Ceux-ci ne doivent pas être dupes : il s'agit là d'une campagne préparée, calculée, dans laquelle, de toute évidence, le PCF et la CGT d'un côté, le gouvernement Balladur de l'autre, se partagent le travail. Ainsi, la décision du gouvernement de privatiser *in extremis* Renault au lieu des AGF, pour le mois de novembre, a permis comme par hasard de donner un maximum de publicité à cette opération, de monter en spectacle la pseudo-provocation qu'elle constitue. La décision de Balladur, prétendument par peur des réactions syndicales, de reconsidérer le délai et les termes de la privatisation de Renault a encore alimenté la campagne. Tout ce

barouf a permis au PCF et à la CGT de préparer le terrain à une de ces manœuvres antiouvrières dont ils ont le secret.

Car, en développant ce discours écoeurant sur le « bradage des entreprises nationales à la finance et aux capitaux étrangers », les staliniens cherchent à entraîner les ouvriers sur le terrain pourri de la défense du capital national. Voici d'ailleurs ce qu'on lit dans la fameuse pétition du PC : « Renault appartient à la nation. La nation n'est pas à vendre. » La conclusion, le PCF la tire pour les ouvriers : « Défendre Renault, c'est nous défendre nous-mêmes. » Et pour bien faire passer le message, ces gens se servent cyniquement de la préoccupation majeure qui existe à l'heure actuelle dans la classe ouvrière, celle du chômage. On dit d'abord que la privatisation de Renault, comme celle des 21 autres entreprises du secteur public qui sont concernées, va entraîner des suppressions massives d'emplois. Rien n'est plus vrai, comme on l'a vu à chaque privatisation. Mais ils voudraient ensuite faire croire que les nationalisations ont été et restent un garant, un garde-fou contre les licenciements. Ainsi, Michel Dauba, membre du comité national du PCF, déclarait sur Europe 1 que, « pour lutter contre le chômage et créer des emplois, notre pays a besoin d'un secteur industriel nationalisé ». Rien n'est plus faux ! Car, qu'a-t-on vu dans toutes les entreprises nationalisées, depuis plus de vingt ans et tout spécialement depuis dix ans : diminution des effectifs et licenciements massifs tout autant que

dans le secteur privé et dans les entreprises privatisées. A Renault même, prototype de l'entreprise nationalisée s'il en est, ce sont 50 000 emplois qui ont déjà été supprimés depuis la moitié des années 70.

Et tous ces « mauvais coups contre l'emploi » n'ont pu se faire que grâce à l'action du PCF, de la CGT et de leurs complices des autres syndicats, par leur action systématique de sabotage, de division et de dispersion des grèves, et tout particulièrement de dévoiement des luttes ouvrières sur le terrain empoisonné de la défense de l'entreprise nationale. Rappelons-nous que c'est sur ce terrain-là qu'ils ont entraîné les salariés d'Air France l'an passé, leur faisant chanter *La Marseillaise* scandée sur des bidons, leur faisant croire que leur salut résidait dans la défense d'un statut de « nationalisé », comme si les ouvriers pouvaient avoir un quelconque avantage à choisir leur exploitateur : l'Etat ou un patron privé. C'est comme cela qu'ils ont épuisé les salariés d'Air France dans une lutte stérile afin de leur faire accepter les licenciements du plan Blanc. Et c'est ce qui attend les ouvriers de Renault et tous les autres s'ils se laissent embobiner par ces discours mensongers et par de tels mots d'ordre, qui ne peuvent que les mener à la défaite.

Albizia.

LOIS PASQUA

L'Etat muscle son appareil répressif contre les ouvriers

La bourgeoisie française vient d'organiser une vaste campagne « sécuritaire » avec opérations « coup de poing », rafles, contrôles d'identité d'une ampleur sans précédent à Paris et dans d'autres grandes villes de province : 25 000 contrôles ont été ainsi effectués en une semaine, du jamais vu ! Ce gigantesque déploiement policier, pour, au bout du compte, arrêter (ou plutôt, « assigner à résidence », selon l'élégante expression des médias) une dérisoire poignée de militants intégristes ? Allons donc ! Sous prétexte de lutte contre le terrorisme, cette opération, dont l'arrestation de Carlos n'aura été que la cerise sur le gâteau, a été préparée de longue date par le gouvernement. Déjà le nouveau code pénal (cf. RIn°233), puis la promulgation des « lois Pasqua », au début de l'été avaient préparé le terrain à ce blindage de l'Etat. C'est face aux risques de troubles sociaux provoqués par la misère et, surtout face aux expressions claires de la lutte ouvrière que l'Etat doit impérativement se cuirasser aujourd'hui. Sous prétexte d'empêcher et de contrer les actes terroristes, c'est bien toute expression de la lutte de classe qui est visée. C'est contre les ouvriers en grève, contre les manifesta-

tions de rue, contre les militants révolutionnaires que la bourgeoisie entreprend de perfectionner et de consolider son appareil policier. La bourgeoisie en vient maintenant à la démonstration de force de son nouvel arsenal répressif, après l'avoir mise en place à l'aide des technologies de pointe les plus performantes : institutionnalisation de la vidéo-surveillance sur la voie publique et dans tous les endroits sensibles des grandes villes, et notamment les bâtiments publics, utilisation facilitée des images filmées, etc. Elle cherche ainsi à habituer les ouvriers à une surveillance policière constante. Déjà, pour la prochaine rentrée sociale, est prévue une réorganisation du service clé pour le fichage et le contrôle de la population : les renseignements généraux, placés désormais sous la responsabilité directe du Ministre de l'Intérieur. « Big Brother » a de beaux jours devant lui ! Mais ce n'est pas tout, dorénavant la fouille des véhicules dans un rayon de 10 kilomètres autour du trajet des manifestations est autorisée. De même, les policiers pourront être légalement aidés dans cette besogne par leurs collègues municipaux et les vigiles privés. Pour compléter le tableau, l'ensemble des forces de l'ordre est placé sous une même autorité coordinatrice : le préfet. Voilà quelles sont, entre autres, les dernières mesures d'intimidation que l'Etat « démocratique » bourgeois a commencé à mettre en place !

En visant particulièrement les ouvriers immigrés au cours de ces fouilles, le gouvernement Balladur reprend les mêmes méthodes que la gauche a largement utilisées pendant dix ans : diviser les prolétaires en jetant la suspicion sur une partie d'entre eux. Qu'on se rappelle la focalisation régulière des médias à l'époque sur les « problèmes posés par l'immigration » pour favoriser les expulsions et ainsi dresser les ouvriers les uns contre les autres. Qu'on n'oublie pas non plus que c'est le ministre de l'Intérieur de gauche, Joxe, qui avait entrepris de doter la police de moyens modernes et efficaces, notamment à travers l'informatisation des fichiers de police et que les lois Pasqua ont repris les principaux axes du projet concocté par Joxe.

On comprend mieux que les partis de gauche, de Jospin et Chevignon à Robert Hue en passant par Julien Dray, n'ont pas été les derniers à applaudir d'efficacité des mesures prises pour barrer la route au terrorisme comme à l'intégrisme. Touchante unanimité de la droite à la gauche pour « assurer la sécurité publique » !

Quelle sécurité attendre d'une bourgeoisie qui organise elle-même l'insécurité permanente en jetant au chômage chaque jour des centaines d'ouvriers et qui attaque sans relâche toutes nos conditions d'existence ? Aucune ! C'est seulement la politique du bâton !

La classe ouvrière ne doit pas se laisser paralyser par de telles mesures, c'est en luttant collectivement pour la défense de ses intérêts qu'elle imposera un rapport de force en sa faveur face à l'Etat, son patronat, ses partis politiques, ses syndicats et ses flics.

SN (27 août)

Damien

LE PS, VERITABLE CONTINUATEUR DU PARTI VA-T-EN GUERRE DE 1914 ET 1939

Au gouvernement, le PS fait la guerre mais, dans l'opposition, il joue au pacifiste. Après avoir adopté comme nouvel hymne du parti le « J'ai rêvé d'un autre monde » du défunt groupe Téléphone et viré Rocard jugé trop technocrate, le PS a choisi de faire du spectacle radical dans le monde actuel, en l'honneur de Jean Jaurès : certaines de figurants bénévoles, écrans géants et effets spéciaux avec Alain Decaux en voix off. Le PS a fait savoir que Carmaux était en passe d'avoir son festival Jaurès chaque été comme Avoriaz a le fantastique. C'est fantastique en effet : on nous a appris qu'un mineur à la retraite avait ouvert boutique pour vendre des objets rappelant le leader de la vieille SFIO. Après Lourdes, va-t-il exister à Carmaux des colifichets, photographies et autres articles de piété dédiés au culte de Jules Guesde et Marcel Sembat, des roses en boule de verre avec poing, des fac-similés de la signature du *Programme commun*, des parchemins enluminés avec les bonnes paroles de Guy Mollet pour la guerre d'Indochine et des moulages des poignées de mains échangées par Debré et Mitterrand en faveur de la « pacification » en Algérie ?

Le principal parti va-t-en-guerre en France depuis 1914 se réclame donc de Jaurès. C'est que l'assassinat du fondateur de *L'Humanité*, moins de trois jours avant le déclenchement de la première boucherie mondiale, est une aubaine pour lui. Faisant du tribun de Castres un martyr du mouvement ouvrier en France, il permet d'escamoter la trahison des Guesde, Viviani et autres Millerand, hauts dirigeants so-

cialistes de l'époque et ministres du gouvernement de guerre. La figure de Jaurès, militant prolétarien dont le pacifisme devait cependant plus à l'humanisme bourgeois qu'à l'esprit révolutionnaire illustré notamment par Lénine, sert depuis aux héritiers des traîtres à dorer leur blason honteux. Après le divorce d'avec la classe ouvrière, jamais un PS n'a démenti qu'il était devenu un garant loyal du système capitaliste, ni l'un des meilleurs défenseurs du militarisme bourgeois. Le PS d'aujourd'hui espère bien se requinquer dans l'opposition, entre autres choses, en tentant d'effacer son passif proguerrier. Ce sont pourtant ses ancêtres qui votèrent avec le PCF les crédits de guerre à la veille de la deuxième guerre mondiale, puis qui soutinrent Pétain. C'est le parti devancier du PS actuel qui, peu après ce second massacre planétaire, envoya des milliers d'ouvriers se faire tuer dans les guerres de la décolonisation. C'est le PS restauré par Mitterrand, qui expédia l'armée au Liban, en Afrique, en Yougoslavie... C'est le PS, aujourd'hui, qui, même en tant que parti d'opposition, collabore aux commissions militaires de l'Assemblée nationale et se tait pieusement lorsque Balladur fait partir ses paras d'élite au Rwanda. Comment les travailleurs conscients pourraient-ils oublier les états de service criminels et antiouvriers du PS ? Comment effacer de la mémoire que ces charlatans socialistes considèrent toujours les ouvriers comme de la chair à canon lorsqu'ils sont aux commandes de l'Etat ?

LISEZ NOTRE SUPPLEMENT

«Le capitalisme n'a pas de solution au chômage»

Face à la montée dramatique du chômage au niveau mondial que subit la classe ouvrière, notre organisation vient de publier, en supplément à sa presse, un texte de prise de position diffusé au prix de 3 Francs consacré à cette question. Nous en publions ci-dessous la présentation.

L'ensemble de la classe ouvrière, dans tous les pays, tous les secteurs, toutes les entreprises, vit aujourd'hui avec cette inquiétude obsédante : comment échapper à la menace du chômage ? Quel avenir la société actuelle réserve-t-elle à nos enfants ? Que peut-on faire pour sortir de cette situation ?

A ces questions, la classe capitaliste qui dirige le monde n'a désormais qu'une seule réponse : il faut faire confiance aux gouvernements, eux seuls ont les moyens de résoudre le problème. Mais il faut être patients, accepter des sacrifices, et surtout il faut comprendre que le chômage est la rançon que l'humanité doit payer pour le développement du progrès technologique.

Ceux qui nous exploitent veulent nous faire accepter le chômage comme une fatalité. Ils cherchent à faire croire que si des dizaines de millions d'êtres humains sont plongés dans la misère, c'est parce que le capitalisme est encore un système progressiste ! S'il

n'y a plus assez de travail pour tout le monde, ce serait à cause du développement de la technologie. Mensonge !

En falsifiant la réalité, l'Etat capitaliste, son gouvernement, son patronat, ses partis politiques, ses syndicats et ses curés ne visent qu'un seul objectif : empêcher les ouvriers de prendre conscience que le capitalisme est basé sur l'exploitation de la force de travail des prolétaires, et donc que l'incapacité de la bourgeoisie à fournir du travail aux exploités signe désormais la faillite de ce système. En présentant le chômage comme une fatalité, la bourgeoisie peut, de cette façon, justifier les sacrifices qu'elle impose aux ouvriers : puisqu'il n'y a plus assez de place pour tous dans la production, la seule solution, c'est le partage du travail et du salaire.

Ainsi, avec la fin du plein emploi, c'est toute la classe ouvrière qui subit aujourd'hui le chômage. Face à cette généralisation de la misère, le prolétariat doit se défendre. Il ne pourra le faire efficacement qu'en développant partout ses luttes dans la solidarité et l'unité la plus large possible.

Qu'ils aient encore un travail ou qu'ils soient au chômage, les prolétaires appartiennent à une seule et même classe. Ils doivent unir leur force en un seul et même combat.

Les prolétaires n'ont rien à perdre que leurs chaînes. Ils ont un monde à gagner.

Les grandes puissances « championnes de la démocratie » portent la responsabilité essentielle du déchaînement d'une barbarie et d'une terreur aussi atroces qu'il y a cinquante ans. Si la division du monde en deux blocs rivaux issue des accords de Yalta au terme de la

seconde boucherie impérialiste mondiale a pris fin en 1989 avec l'effondrement des régimes stalinien, les rivalités entre grandes puissances n'ont fait que s'exacerber depuis lors. Dans ce contexte, on voit les Etats-Unis, dont la suprématie impérialiste se trouve partout de

plus en plus ouvertement contestée, se lancer dans une nouvelle offensive tous azimuts. On le voit en Afrique noire, dans le Maghreb, au Moyen-Orient, dans les Caraïbes, en Asie du Sud-Est, dans les Balkans et même au coeur de l'Europe occidentale, où Clinton a déployé lors de son

voyage une intense activité diplomatique.

Mais, tout en poursuivant les mêmes objectifs fondamentaux que son prédécesseur (empêcher la formation d'un nouveau bloc rival, notamment autour de l'Allemagne ; assurer la stabilité et le contrôle de la situation poli-

tique en Europe...), l'actuel locataire de la Maison-Blanche ne mise plus sur la seule démonstration de la force militaire américaine. Tirant les leçons de son échec en Somalie en 1993 et de ses difficultés dans l'ex-Yougoslavie depuis trois ans, la bourgeoisie américaine évite un en-

Derrière l'arrestation de Carlos L'IMPERIALISME FRANÇAIS DEFEND SES INTERETS

La ficelle était un peu grosse. La livraison de Carlos, impliqué dans de nombreux et sanglants attentats terroristes dans les années 70 et au début des années 80, par le gouvernement soudanais à la police du ministre de l'intérieur Pasqua a déjà fait couler beaucoup d'encre. Il n'était que par trop évident que le paquet-cadeau de ce gibier plutôt faisandé n'allait pas sans de sordides tractations impérialistes. Celui qu'on nous présente comme l'ennemi public n°1 n'est plus qu'un *has been*, comme l'a perfidement souligné la presse américaine, une épave alcoolique, repéré et pisté depuis des années par les services secrets français et qui a été mis au chaud pour être «emballé» au moment le plus opportun. Mais peu importe le parfum inévitable de scandale : le jeu en valait la chandelle pour les intérêts de la France qui, en affichant ouvertement sa connivence avec le gouvernement soudanais, démontrait qu'elle était capable de répondre coup pour coup aux revers que lui ont récemment infligés les Etats-Unis sur le sol africain (voir nos articles sur le Rwanda et sur l'Algérie).

La riposte de la France à l'offensive américaine en Afrique

Les bases d'un tel échange ne sont plus aujourd'hui un mystère et dépassent largement l'utilisation faite du terroriste Carlos (et des ramifications rocambolesques de l'affaire érigées en écran de fumée autour de son avocat Vergès et des services secrets français). Le premier souci de la France, sitôt la livraison de celui-ci effectuée, a été de déposer une motion à l'ONU visant à rompre l'isolement diplomatique du Soudan, mis au ban des nations depuis plusieurs années pour «soutien actif aux entreprises terroristes». La réaction de la Maison-Blanche a été révélatrice : elle s'est opposée catégoriquement à cette démarche avec l'argument que « le geste des autorités soudanaises n'était pas suffisant pour prouver la rupture de leurs attaches avec le terrorisme ». Derrière cette confrontation feutrée se cache un affrontement à couteaux tirés. On peut d'abord se demander comment le gouvernement français, grand défenseur de la «sécurité» et de la «démocratie» face au péril représenté par le FIS et grand pourfendeur des extrémistes islamiques, a pu s'acoquiner avec le régime intégriste du Soudan, servant de surcroît de refuge à des terroristes de la trempe d'un Carlos. Eh bien, c'est qu'on trouve nombre d'intérêts convergents, voire communs, entre ces deux Etats. La fraction islamiste au pouvoir au Soudan se pose en rivale, notamment au Moyen-Orient, de celle dirigée

par l'Arabie Saoudite, qui bénéficie du soutien des Etats-Unis. En même temps, c'est à partir de l'Ouganda anglophile que les rebelles soudanais installés au sud du pays, surtout composés d'animistes et de chrétiens, sont armés et entraînés avec l'aide des Etats-Unis, de la même façon que l'Ouganda a aussi servi de base d'entraînement aux troupes du FPR qui viennent d'investir le Rwanda. Il est maintenant notoire que la France, goûtant ici une petite revanche, a livré par photos satellites au gouvernement soudanais des informations précises sur les positions occupées par les rebelles et qu'elle a accordé un droit de passage par le territoire centrafricain aux autorités soudanaises pour attaquer la guérilla à revers. Mais leur complicité ne s'arrête pas là, en particulier face à un adversaire commun dans un monde où prévaut l'adage «les ennemis de mes ennemis sont mes amis». L'opposition du Soudan à la politique américaine s'est affirmée lors de la guerre du Golfe, où le Soudan a été un des rares pays à soutenir ouvertement l'Irak de Saddam Hussein. Et surtout, il a récemment pris part, aux côtés de la France dans le conflit yéménite.

L'engrenage du chaos capitaliste

Au Yémen, la réunification du pays, réalisée il y a quatre ans à la faveur de l'effondrement du bloc de l'Est se soldait rapidement par un fiasco qui laissait la clique d'Aden, auparavant inféodée à l'ex-URSS, en quête de parrain. L'Arabie Saoudite a attisé, avec son puissant allié américain, les nouvelles velléités sécessionnistes du Sud, pour s'assurer du contrôle stratégique du port d'Aden, un des deux ports qui commandent l'accès à la mer Rouge et au Moyen-Orient. Elle s'opposait ainsi aux factions islamistes du Nord bénéficiant de l'appui du voisin irakien et du régime de Khartoum. De son côté, la France, pour défendre sa chasse gardée, Djibouti, l'autre port stratégique menacé depuis des mois, s'engageait dans un appui discret mais efficace au régime militaro-islamiste du Nord-Yémen, aux côtés du Soudan. L'enjeu était de taille : si les Etats-Unis parvenaient à contrôler simultanément Aden et Djibouti, la bourgeoisie française se voyait totalement évincée du Moyen-Orient et de la corne de l'Afrique. La victoire des troupes du Nord a, au contraire, constitué un revers infligé à la Maison-Blanche. En arborant dès lors son alliance avec le Soudan, la France témoigne de sa capacité à troubler la «pax americana» au Moyen-Orient et se donne même quelques armes en Afrique, le lien de Khartoum avec certains membres du FIS algérien pouvant

ouvrir une petite porte à des tractations ultérieures.

C'est dans ce rôle de trouble-fête que la France, incapable de maintenir ses positions et son prestige, notamment vis-à-vis des pays africains sous son influence, tente de sauver la face. Ainsi, le «coup diplomatique» réussi par Mitterrand, qui, marchant sur les plates-bandes anglo-américaines, a été le premier chef d'Etat occidental à se rendre en Afrique-du-Sud depuis l'intronisation du gouvernement Mandela.

La France se voit cependant de plus en plus isolée diplomatiquement et subit de tous côtés une attaque en règle de ses positions en Afrique. C'est pourquoi elle développe un «langage de vérité» : après le récent attentat anti-français qui a fait cinq morts à Alger, Pasqua n'a pas hésité à incriminer non seulement les Etats-Unis et la Grande-Bretagne comme «complices des assassins» mais aussi l'Allemagne. Cet avertissement lancé au voisin germanique qui se pose en concurrent direct de la bourgeoisie française au Cameroun comme au Togo démontre la fragilité des alliances impérialistes et l'émergence d'une impitoyable loi de la jungle dont les populations locales vont devoir faire les frais.

CB (22 août)

Algérie : les rivalités entre la France et les Etats-Unis aggravent la décomposition

Jour après jour, la situation s'aggrave en Algérie. En deux ans, depuis les affrontements sanglants qui ont fait suite à l'interruption du processus électoral en janvier 1992, la lutte entre les militaires au pouvoir et les islamistes a déjà fait entre 4000 et 6000 morts. Si une soixantaine de «ressortissants étrangers» ont été tués en moins d'un an, dans des attentats visant les principaux partenaires économiques du gouvernement algérien, c'est particulièrement la France qui est visée, payant là le tribut au prix fort de son soutien au régime issu du coup d'Etat. Ces dernières semaines, la barbarie s'est encore accentuée et l'on dénombre à présent environ cinquante morts par jour. Ainsi, il est clair que la guerre civile se généralise, avec à ses côtés une misère sociale grandissante, dont un chômage endémique qui, officiellement, touche d'ores et déjà plus de 25% de la population active. Dans ce contexte de désagrégation générale, si ce sont les cliques bourgeoises intégristes et du FLN qui se heurtent sur le terrain, elles ne sont que le reflet et le produit de l'affrontement entre les impérialismes français et américain (voir nos articles précédents sur cette question); et c'est la France qui risque de payer le prix fort en se faisant purement et simplement éjecter de cette ancienne chasse gardée traditionnelle au profit des Etats-Unis.

La bourgeoisie française n'a d'ailleurs que le choix de défendre le pouvoir en place, qui n'a rien à envier, par ses

méthodes de plus en plus répressives, à la violence meurtrière des intégristes musulmans. Pas le choix parce que la France, bien que le PS eût en son temps cherché à prendre contact avec certains groupes islamiques, a pris plus d'un mètre de retard parmi les milieux intégristes algériens, et a compris que son salut est de couper la route aux islamistes. Mais pas le choix encore parce qu'il est connu que, en cas de prise du pouvoir par les partis islamistes, Paris devrait faire face à un exode massif de la population algérienne, exode qui pourrait compter selon certaines sources jusqu'à près de trois millions de personnes ! La fermeté des positions diplomatiques de la France est d'ailleurs éloquent à ce sujet lorsque Juppé déclare : «La France est déterminée à maintenir sa présence en Algérie», ou bien : «La France a des responsabilités en Algérie.»

C'est bien pour cela qu'elle défend, au niveau économique tout d'abord, le gouvernement du général Zéroual. Ainsi, c'est elle qui a fait pression sur le FMI afin de rééchelonner la dette publique de l'Algérie, et débloquent une aide économique d'un milliard de francs de la part de l'Union européenne, en plus des quatre milliards de francs concédés par l'Etat français en 1993 et 1994.

Cependant, la France se trouve toujours plus isolée dans ce soutien. Les déclarations de Pasqua dénonçant les Etats-Unis, bien sûr, mais aussi certains pays d'Europe, et pas des moindres, c'est-à-dire la Grande-Bretagne et même sa propre «alliée» l'Allemagne, les accusant de «complicité avec les terroristes islamiques», sont significatives de cet isolement de l'impérialisme français.

De leur côté, les Etats-Unis accentuent leur pression à travers un soutien ouvert et une tolérance provocante à l'égard des groupes islamiques, sur leur territoire, et par des déclarations quasi menaçantes enjoignant le gouvernement algérien à partager le pouvoir avec eux - chose parfaitement impossible. Robert Pelletreau, secrétaire d'Etat adjoint américain chargé des questions proches-orientales, déclarait par exemple au début du mois : «A notre avis, le gouvernement doit s'activer sur le front des réformes politiques et du dialogue politique avec tous les éléments politiques de la société qui rejettent la violence, y compris des éléments islamistes.»

Les dés sont donc jetés, et le bras de fer entre la France et les Etats-Unis, chacun campé sur ses positions avec ses hommes de main sur place, ne peut qu'apporter une aggravation du chaos et de la misère que subit déjà la population ; une population prise en otage dans une spirale de terreur, de fer et de feu !

KW (25 août)

CUBA

La faillite d'un modèle stalinien

Privée de l'aide de l'ex-bloc stalinien, l'économie de l'Etat cubain est en chute libre.

Début août, Fidel Castro porte une attaque supplémentaire aux ouvriers. Les hausses arbitraires de produits alimentaires (riz et haricots) se sont ajoutées à la disette «révolutionnaire» et aux coupures d'électricité «pour la patrie». Pourtant habitués à subir depuis trente cinq ans les sacrifices d'assiégés de la «révolution cubaine», les prolétaires de cette île n'ont pas tardé à réagir, même avec une colère sans issue. Cette attaque supplémentaire de l'Etat bourgeois vert-de-gris des anciens guérilleros a provoqué une gigantesque émeute dont le célèbre démagogue barbu se serait bien passé. Dégoûtée par la sauvage coercition d'un régime qui se pare outrageusement d'habits marxistes, la population n'a d'autre alternative que l'exode, la fuite éperdue.

Le dictateur de La Havane a la cynique habileté de faire passer l'échec de son régime pour une agression américaine contre le socialisme de caserne qu'il a instauré. En réaction, l'Etat

américain, qui a déjà trop à faire avec les réfugiés haïtiens, n'est pas moins hypocrite : il ferme ses frontières et entasse les réfugiés dans le camp de concentration de Guantanamo aux côtés des autres milliers de réfugiés de la dictature des successeurs de Duvalier.

Rejeton du «socialisme en un seul pays» de Staline, le socialisme «dans une seule île» des aventuriers Castro et Guevara a longtemps été la vitrine tiers-mondiste du bloc de l'Est, encensée par la plupart des trotskistes.

La réplique du «lider maximo» a été dans la plus pure tradition des Brejnev et Ceausescu. Le «phare du tiers-monde» a traité les fuyards comme des hooligans, disant que «les auteurs de détournement de bateaux de fortune sont des lumpens, des antisociaux, des délinquants».

Tous ceux, stalinien ou trotskiste, qui osent aujourd'hui encore prétendre que le régime de Castro n'a rien à voir avec le capitalisme doivent être dénoncés pour ce qu'ils sont : des ennemis de la classe ouvrière.

Médéric (27 août)

ATTISENT LE CHAOS

gagement militaire direct de ses troupes et utilise toute la palette (diplomatique, économique, militaire) de ses moyens de pression pour faire respecter son rôle de gendarme du monde qu'elle est la seule puissance à pouvoir tenir. Cela la pousse à développer une stratégie globale moins transparente, plus sinieuse,

reposant sur la tactique du "diviser pour mieux régner" et sur une politique de "coups fourrés".

Dans la période actuelle, dominée par le chacun pour soi, l'instabilité grandissante qui en découle est propice à la déstabilisation des positions tenues par le rival ; ce qui explique les succès relatifs des Etats-Unis

face à la France en Afrique et dans le Maghreb mais aussi la contre-offensive française au Yémen ou au Soudan. Cela constitue un facteur déterminant dans le pourrissement toujours plus profond de la situation internationale. L'âpreté de la concurrence entre les grandes puissances se traduit, sous le masque hypo-

crité et cynique de l'intervention humanitaire, par des massacres sans égal de populations et un attisement du chaos aux quatre coins de la planète. La poursuite de ces menées impérialistes, de cette fuite en avant dans les pires horreurs, manifestation de la décomposition de ce système, ne peut déboucher que sur

l'anéantissement de l'humanité dans un océan de guerres et de barbarie.

Cet enjeu est désormais inscrit au cœur des luttes que le prolétariat est amené à développer contre le capitalisme. Il ne peut plus être esquivé.

EX-YOUGOSLAVIE

Une seule perspective, l'extension du chaos

Avec le nouveau plan de paix proposé à Genève le 5 juillet 1994 par le Groupe de Contact comprenant la Russie, la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne et les Etats-Unis, c'est-à-dire le dessus du panier des crabes impérialistes internationaux, la situation dans l'ex-Yougoslavie est entrée dans une nouvelle phase.

Ce plan se situe en droite ligne des résultats obtenus par l'offensive américaine du début de l'année (voir RI n° 231 et n° 232), qui s'était traduite sur le terrain par une avancée militaire des forces musulmanes bosniaques soutenues par Washington. Mais l'objectif principal de cette offensive consistait principalement à remettre au pas la France, la Grande-Bretagne, et au premier chef l'Allemagne, à qui Washington imposait la création de la Fédération croato-musulmane. De plus, les Etats-Unis avaient mis le holà aux velléités de la Russie de jouer sa propre carte avec son allié «naturel» serbe (voir RI n°233).

Ce dernier plan de «paix», en accordant 51 % des territoires à la Fédération croato-musulmane, montre l'avancée incontestable de l'influence américaine sur le terrain, car il signifie pour les Serbes bosniaques une diminution considérable des territoires qu'ils considéraient comme conquis :

-avec l'attribution de la Krajina à l'entente croato-musulmane ;

-avec la majeure partie du territoire qui leur est cédé se trouvant de fait enclavé au beau milieu de cette fédération «ennemie», brisant ainsi toute possibilité de rattachement direct à la Serbie de Milosevic ;

-avec l'éloignement de leurs positions de la mer Adriatique, un de leurs objectifs essentiels, et en outre atout de taille pour monnayer le soutien de la Russie.

Cependant, la pression des Etats-Unis ne se manifeste pas seulement à travers le dernier plan de Genève. Elle s'exprime encore par l'avancée des troupes bosniaques, fortement réarmées en casimir par les Etats-Unis, contre les positions serbes. Et cette montée en force des Musulmans bosniaques s'illustre encore par la défaite infligée tout dernièrement au dissident Fikret Abdic, favorable au rapprochement avec les Serbes, et avec la récupération de toute la poche de Bihac.

Mais c'est aussi par la menace de plus en plus clairement exprimée de lever l'embargo sur les armes auquel sont soumis les Musulmans bosniaques que Washington affiche sa détermination. Clinton (qui joue la grosse farce de la pression du Sénat pour faire passer la pilule dans l'opinion américaine) semble bien décidé à faire voter cette levée au Congrès, en-dehors de l'avis du Conseil de Sécurité de l'ONU s'il le faut, manière de forcer la main à tout le monde. Milosevic ne s'y est pas trompé,

qui, tout en se faisant tirer l'oreille, a pour la première fois «lâché» officiellement les «frères» bosniaques.

Mais ce sont aussi avec leurs «partenaires» européens, en particulier français, britanniques et russes, que les Etats-Unis vont devoir s'affronter. Ainsi, la Grande-Bretagne, tout en restant l'alliée fidèle et indéfectible des Etats-Unis, est opposée à l'annulation de cet embargo, car cela signifierait une diminution de son rôle dans la région. Quant à la France, qui en serait la première victime, elle cherche à utiliser ses accointances avec la Serbie pour contrer la décision américaine. C'est bien pour cela qu'elle soumet cette résolution au chantage du retrait de ses Casques bleus de la Forpronu, suivie pour l'occasion par la Grande-Bretagne, ce qui représente pour les Etats-Unis la menace de se retrouver seuls dans une situation qu'ils ne tiennent pas à gérer sans acolytes.

Enfin, pour ce qui est de la Russie, elle se voit pour le moment appa-

remment contrainte de jouer les commis voyageurs des intérêts américains à Belgrade, malgré ses réticences et ses demandes d'alléger le blocus qui est imposé aux Serbes. Cela en attendant des jours meilleurs pour jouer ses propres cartes.

Et derrière ces déchirements entre grandes puissances dont les populations font chaque jour les frais sanglants, c'est toute la région des Balkans, enjeu stratégique de première importance, qui risque de devenir une véritable poudrière. Les tensions grandissantes entre la Grèce et la Macédoine, entre la Grèce et l'Albanie, au sein de la Fédération yougoslave elle-même au Kosovo, constituent également des foyers d'affrontements guerriers, dans lesquels les grandes puissances ne pourront que s'engouffrer pour y régler leurs comptes et se disputer les meilleures places. Au moyen du fer et du feu, au prix du sang.

KW (26 août)

Intervention « humanitaire » au Rwanda

(Suite de la première page)

C'est cette pression-là que subit aujourd'hui la France dans son pré carré africain. Les armées du FPR n'auraient pas emporté la victoire au Rwanda si, depuis trois ans, elles n'avaient pas bénéficié, dans leur cantonnement ougandais, de l'armement et surtout de l'encadrement américain (et, à un moindre degré, britannique). C'est précisément pour répondre à ces menées que la France, à son tour, a armé et instruit les troupes du potentat hutu Habyarimana, et ce jusque dans les carnages commis par les FAR au lendemain de l'assassinat du susnommé président (voir le numéro précédent de notre journal).

La visée américaine dans l'affaire n'était point tant d'occuper la place que tenait naguère la France au Rwanda. Ce pays, en effet, ne représente pas en soi un enjeu stratégique ou économique pour l'oncle Sam. Il s'agissait plutôt pour lui d'installer à Kigali un pouvoir à son écoute et, plus encore, de discréditer l'impérialisme français et d'affaiblir son influence non seulement au

Rwanda mais encore dans tout le continent noir, notamment au Zaïre, au Gabon, au Sénégal, etc. Places plus cruciales pour la France, surtout après que son ascendant économique a été sérieusement entamé par la dévaluation du franc CFA que Paris fut contraint d'accepter au printemps dernier. La Maison-Blanche a parfaitement réussi son coup et l'on peut aujourd'hui parler d'une véritable défaite de l'impérialisme tricolore. Après avoir soigneusement travaillé à l'isolement diplomatique de Paris, Clinton a laissé la France s'enfermer dans le piège de l'opération "Turquoise", permettant à l'ONU qu'elle lui délivre, chose sans précédent et contraire aux règles, un mandat d'intervention unilatérale. Pour sauver un reste de meubles et la face, la France, dont l'allié rwandais était vaincu par le FPR, ne pouvait pas ne pas intervenir de toute façon. Mais l'épouvantable borborygme du camp de Goma qu'elle a dû gérer a encore accentué sa ridiculisation.

Le cynisme crapuleux des grandes puissances

Au Rwanda aussi, Lutte Ouvrière appelle les ouvriers à soutenir un camp bourgeois

Les révolutionnaires doivent dénoncer, au Rwanda comme ailleurs, l'impérialisme pour ce qu'il est : la forme barbare qu'ont pris les rapports entre tous les Etats capitalistes du monde.

Dans le cas précis du Rwanda, il s'agit de dénoncer autant l'impérialisme français et ses acolytes, que le Front Patriotique Rwandais et ceux qui le soutiennent.

La position prolétarienne internationaliste ne doit pas faire la moindre concession à ce sujet. C'est bien pour cela qu'il revient aux révolutionnaires de dénoncer également tous ceux qui cherchent à faire croire aux ouvriers que, dans la lutte à mort entre les différents requins impérialistes, petits ou grands, il y aurait un camp moins pire que les autres. C'est le cas des trotskistes et plus particulièrement ceux de Lutte Ouvrière (LO), qui ne ratent jamais une occasion de mystifier les prolétaires pour les appeler à soutenir une fraction bourgeoise contre une autre. Ainsi, après une virulente «dénonciation» de l'impérialisme français au Rwanda, l'hebdomadaire de LO, une fois affirmé que les nouveaux dirigeants (le FPR) «ne pourront pas être pires», ajoute : «Or ce ne sont pas ces opposants (le FPR) qui sont les auteurs du génocide mais, au contraire, ceux que la France a soutenus.» S'il est évident que la barbarie des troupes des FAR, soutenues de bout en bout par la France, a atteint des sommets dans l'horreur, les révolutionnaires, contrairement aux

troskistes, doivent affirmer haut et fort que la terreur qui règne depuis trois ans au Rwanda est aussi à mettre sur le compte du FPR, qui ne s'est pas gêné de torturer et massacrer sans discrimination une population soupçonnée de soutenir le camp adverse.

Mais la crapulerie de LO n'en reste pas là. C'est encore avec un cynisme sans bornes que cette organisation de l'extrême gauche du capital fait de la pub pour les massacreurs du FPR en falsifiant la réalité, en atténuant la dimension de l'horreur : «C'est pourquoi les populations hutues ont fui devant l'avance des soldats du FPR, pensant qu'ils étaient des massacreurs et qu'ils allaient venger leurs morts. Aujourd'hui, d'ailleurs, les populations sont tout étonnées de voir que les militaires du FPR ne se conduisent pas comme les milices pro-gouvernementales et ne sont pas les assassins qu'on leur disait» (Lutte Ouvrière, 15 juillet). Autrement dit : l'exode massif des populations terrorisées par les exactions des deux cliques rivales ne serait en fin de compte que le résultat d'une panique générale nullement justifiée. Voilà comment, une fois encore, les trotskistes, apportent leur caution à la barbarie sanguinaire du capitalisme en présentant les troupes du FPR comme les bons «libérateurs».

Dans les circonstances actuelles, la population, hutue et tutsie, manipulée par les uns et par les autres, avec des appels au meurtre d'un côté comme de l'autre, ne sera pas plus en sécurité

avec les assassins patentés des FAR qu'avec les militaires du FPR promus au rang d'anges gardiens par LO.

Et pour que son soutien à un camp bourgeois soit plus efficace, la méthode de LO est toujours la même : dénonciation du camp ennemi (dans le cas présent, l'impérialisme français) et «critiques» modérées au camp à soutenir, présenté comme «moins pire» que les autres. En apportant aujourd'hui sa caution au FPR soutenu par les Etats-Unis, LO prend clairement fait et cause pour l'Etat américain dans l'arène impérialiste mondiale. Ainsi, c'est une ironie de l'histoire que, avec la disparition de l'URSS (ce prétendu «Etat ouvrier dégénéré»), les trotskistes, ne sachant plus à quel bloc impérialiste se vouer, en arrivent aujourd'hui à faire une offre de service à l'oncle Sam !

Puisque, dans la logique bourgeoise de LO, il faut toujours choisir son camp dans toutes les guerres, LO est prête à vendre son âme au diable (l'impérialisme américain) au nom de la lutte contre l'impérialisme français.

La classe ouvrière ne doit pas se laisser mystifier par les discours radicaux et «anti-impérialistes» de LO. La dénonciation virulente de l'Etat français au Rwanda n'est que la feuille de vigne derrière laquelle les amis d'Arlette Laguiller s'efforcent une fois encore de nous faire oublier le camp auquel appartient le trotskisme : celui du capital et non celui du prolétariat.

P.A.

Sonia.

DOGME OU METHODE MARXISTE ?

Dans le n° 426 de son bimestriel *Le Prolétaire*, le Parti Communiste International fait paraître un article de réponse à deux polémiques que nous lui avons récemment adressées (1). L'article s'attaque à ce qui révélerait de notre part « une lourde ignorance du marxisme » et tend à opposer « notre (celle du PCI) fidélité rigoureuse au vocabulaire comme à l'analyse marxiste », et ce à propos de la définition du centrisme et de l'opportunisme dans le mouvement ouvrier d'une part et du problème de l'attitude des révolutionnaires face à la question nationale d'autre part. Les leçons que prétend nous adresser le PCI sur le centrisme et l'opportunisme méritent une longue réponse que nous continuerons dans un prochain article. Plus prioritaire est de réagir à la manière dont le PCI s'efforce de justifier sa position sur la question nationale, dans la mesure où cette question a une implication directe sur la capacité des groupes révolutionnaires à maintenir, face à la guerre impérialiste, une position résolument internationaliste.

Le ton de l'article du *Prolétaire* est à lui seul particulièrement révélateur. L'incapacité du PCI à mener sérieusement la polémique avec les groupes révolutionnaires n'est pas vraiment une nouveauté, de la part d'un groupe qui se caractérise par un sectarisme exacerbé et une incapacité chronique à admettre l'existence d'un milieu politique prolétarien. Mais ce coup-ci il a franchi un pas. L'article est un tissu d'insinuations crapuleuses. Parce que nous dénonçons le caractère réactionnaire à l'époque actuelle de tout mouvement de libération nationale et de tout embrigadement du prolétariat derrière le nationalisme, le PCI essaie de nous faire passer pour des défenseurs des grandes puissances impérialistes. Il suggère que nous soutenons le « colonialisme sioniste », il veut faire croire que notre dénonciation du FLN algérien « revient à blanchir l'impérialisme français de ses atrocités innombrables, de ses centaines de milliers de victimes... » ! Nous serions à mettre au rang des « pieds noirs revanchards », des « anciens fanatiques de l'OAS », des « nostalgiques réactionnaires de l'Algérie française » !

Une telle démarche n'est pas sans rappeler celle adoptée par les va-t-en-guerre trotskistes accusant de « collusion avec l'impérialisme » tous les groupes révolutionnaires (et le PCI, comme le CCI, est de ceux-ci, l'auraient-ils oublié ?) qui, fidèles aux principes internationalistes, dénoncèrent aussi bien le camp de l'Irak que celui des Etats-Unis lors de la guerre du Golfe. Mais, « calomnieux, il en restera toujours quelque chose », semble être décidément la devise de l'article, qui lance, au détour d'une note, cette accusation scandaleuse non fondée : « une attitude encore plus affirmée de *jaune* peut se retrouver lors de la récente grève générale en Espagne où la section locale du CCI a appelé pratiquement à saboter le mouvement », sans la moindre explication. C'est à se demander quelle sera l'attitude des militants du PCI dans les luttes ouvrières. Se mettront-ils du côté des syndicats et des gauchistes pour dénoncer les interventions du CCI ?

Les calomnies mises à part, les arguments que nous oppose le PCI consistent à invoquer la fidélité aux prises de position de Lénine et du 2e congrès de l'Internationale Communiste sur l'appui aux « mouvements bourgeois de libération dans les pays coloniaux », dont il prétend représenter la défense « invariante ». Pourtant, ce n'est pas sans aléas et au prix d'un certain nombre de va et vient que le PCI s'est accroché, comme à un dogme, aux conceptions erronées de Lénine et de l'IC.

Les atteroiements du PCI sur la question nationale

C'est ainsi que c'est pour une bonne part sa fragilité sur la question nationale qui a conduit à l'éclatement dramatique de ce groupe en 1982. Eclatement qui donna naissance à un nouveau groupe, autour du journal *El Oumami*, (organe des communistes léninistes algériens), sur des positions nationalistes radicales dans le plus pur style tiers-mondiste et maosisant. Le PCI qui, malgré ses confusions théoriques sur la question nationale, avait su maintenir levé le drapeau de l'internationalisme prolétarien, avait accouché d'une caricature de groupuscule gauchiste ultrachauvin. Malheureusement ce qu'il est resté alors du PCI ne tira aucune leçon de cette crise, sinon pour critiquer le « mouvementisme », tout comme l'« immédiatisme » de son rejeton. Il s'avéra incapable de répondre au défi que lui jeta *El Oumami* en ces termes : « Imaginons un instant l'invasion de la Syrie par l'armée sioniste. Devons-nous rester indifférents ou pire appeler au défaitisme révolutionnaire sous prétexte que l'Etat syrien est un Etat bourgeois à abattre ? Si les camarades du Prolétaire sont conséquents, ils doivent le déclarer publiquement. Quant à nous, nous prenons position ouvertement contre Israël. » Soit le PCI était cohérent avec sa position de soutien au nationalisme palestinien contre l'« Etat pied noir » d'Israël, au nom du caractère prétendument « progressiste » du premier et de la nature « réactionnaire », « expansionniste » du second, et alors il devait emboîter le pas à *El Oumami*, soit il s'engageait résolument dans un sérieux réexamen de ses conceptions théoriques. Il ne fit ni l'un ni l'autre.

A la même époque pourtant, et c'est pour nous la marque qu'il reste encore au PCI quelques sains réflexes, avait commencé à apparaître dans la presse de ce groupe l'idée d'une « clôture du cycle des révolutions bourgeoises » qui rendrait désormais caduque l'ancien soutien aux luttes nationales. Las, ce début d'effort en est plus ou moins resté là, dans la mesure où le PCI n'en finit pas depuis d'achever de « clore » le fameux cycle, lequel reste du coup « presque », « pas tout à fait », « bientôt » clos. Comme s'il ne pouvait se résoudre à abandonner un vieux dogme, auquel il s'accroche, telle une bouée de secours, face à la tourmente des événements internationaux.

Un de ces événements, la guerre du Golfe allait d'ailleurs constituer une nouvelle mise à l'épreuve. La position, résolument internationaliste, prise alors par le PCI mérite qu'on la cite ici : « Que la rente pétrolière enrichisse des bourgeois irakiens, koweïtiens ou français ne changera pas le sort des prolétaires d'Irak, de Koweït ou de France : seule la lutte de classe contre l'exploitation capitaliste peut le faire. Et cette lutte n'est possible qu'en rompant l'union

nationale entre les classes qui impose toujours des sacrifices aux prolétaires, qui les divise par le patriotisme et le racisme avant de les faire se massacrer sur les champs de bataille. » (tract du *Prolétaire*, le 24 août 1990) Tiens ! Où est donc la fameuse « distinction entre le nationalisme des oppresseurs et le nationalisme des opprimés » que le PCI prétend nous apprendre à faire si nous voulons éviter le qualificatif de « social-chauvin » ? Après tout, le Koweït occupé par l'Irak ne pouvait-il pas entre août 90 et janvier 91 se considérer comme la nation « opprimée », avant qu'à partir de janvier ce ne soit au tour de l'Irak agressé de se poser en victime (comme l'ont d'ailleurs présenté les gauchistes de tout poil) ? Pourquoi, camarades du PCI, si les prolétaires d'Irak, de France, du Koweït ne peuvent lutter contre l'exploitation capitaliste « qu'en rompant l'union nationale entre les classes », enjoignez-vous alors, au contraire, les prolétaires de Palestine à s'engager dans l'union sacrée contre Israël, que vous appelez « une lutte commune à plusieurs classes » censée être « un tremplin pour la révolution socialiste » ? Et finalement qu'aurait été la position du PCI lors de la guerre du Golfe, si Israël était entré dans le conflit, avec toutes les conséquences d'extension de celui-ci dans toute la région ? Entre le camp des alliés de la cause palestinienne que vous jugez « progressiste et révolutionnaire », et celui des Etats-Unis et Israël dans le rôle des « Etats réactionnaires », seriez-vous parvenus à rester « à égale distance des deux camps » sur une position internationaliste ? La question est franchement posée.

L'invariance comme méthode ou le dogmatisme stérile en guise de cadre théorique

Dans la mesure où le PCI fait semblant de croire que nous ignorons les apports de Lénine, nous pouvons le rassurer. Nous sommes parfaitement au courant de ce que fut la position de Lénine et ce d'autant plus qu'elle participait d'un vaste débat parmi les révolutionnaires marxistes de l'époque. Ce débat, qui s'engagea d'abord entre Rosa Luxemburg et Lénine, déjà bien avant la première guerre mondiale, autour de la critique du mot d'ordre ambigu de « droit des nations à l'autodétermination », prit toute son importance au moment de la guerre, puis lors de la vague révolutionnaire. La guerre avait mis tous les marxistes devant la nécessité de comprendre les nouvelles conditions historiques qui s'étaient ouvertes : si la dénonciation du caractère impérialiste de la guerre mondiale et la défense d'une position internationaliste intransigeante fut le cri de ralliement des révolutionnaires, déjà d'autres questions se posaient et en particulier celle de la caractérisation de cette nouvelle ère de l'impérialisme qui s'ouvrait dorénavant et ses implications pour la lutte de la classe ouvrière. La nature des « guerres nationales » et la position du prolétariat à leur égard était au centre de cette question. A Rosa, qui avait établi dans sa *Brochure de Junius* qu'« à l'époque de l'impérialisme déchaîné, il ne peut plus y avoir de guerres nationales. Les intérêts nationaux ne sont qu'une mystification qui a pour but de mettre les masses populaires laborieuses au service de leur ennemi mortel : l'impérialisme », Lénine s'opposa en effet, en avançant (passage cité par *Le Prolétaire*) que «... les guerres natio-

nales contre les puissances impérialistes se sont pas seulement probables, elles sont inévitables, progressives, révolutionnaires. »

Ce qui, il y a 80 ans, était encore un débat sérieux et difficile au sein d'une avant-garde révolutionnaire qui devait s'orienter devant une situation marquée par de profonds bouleversements historiques, ne peut plus se poser dans les mêmes termes. S'il appartient, certes, aux révolutionnaires d'aujourd'hui, à la lumière de 80 ans d'histoire du capitalisme décadent, de se réapproprier pleinement les apports des révolutionnaires du début du siècle, ce n'est pas pour répéter leurs écrits comme un dogme, mais bien pour faire vivre la méthode d'investigation qu'ils nous ont léguée (4).

Cela est à des kilomètres de la démarche du PCI qui se contente pour nous répondre de ponctuer la citation de Lénine – et sans autre forme d'argumentation – d'un docte : « l'histoire a depuis amplement confirmé Lénine et donné tort à Luxemburg » !

Donné raison à Lénine les conflits incessants qui ont ravagé la planète au long de ce siècle et qui derrière le nom de « lutte de libération nationale » n'ont été qu'autant de terrains d'affrontements entre grandes puissances impérialistes ? Confirmé la prédiction de Lénine sur « l'existence de vastes aires où la révolution bourgeoise est à l'ordre du jour », le sort advenu aux nouvelles nations qui se sont créées au cours de ce siècle ? Certainement pas ! Leur « libération », loin de favoriser un rapide développement capitaliste à l'image des jeunes nations bourgeoises du 19e siècle, s'est soldée par une stagnation dans le sous-développement et l'arriération, sans les voir jamais « décoller ». Comme l'avait prédit Rosa, leur « indépendance » formelle n'a nullement remis en cause leur dépendance économique et politico-militaire vis-à-vis des puissances plus anciennes. Et ce pour la bonne raison que c'est le capitalisme comme un tout, et pas seulement celui des vieilles nations développées d'Occident qui vit l'heure de sa décadence. Marasme économique, appauvrissement constant de leurs populations, plongeon immédiat dans la réalité guerrière et impérialiste du capitalisme comme un tout (avec la soumission d'une part énorme des ressources nationales à l'effort de guerre et à la militarisation), voilà tout le bilan de ce que fut la prétendue « révolution bourgeoise progressiste » des anciennes colonies d'Afrique et d'Asie....

Quant au prolétariat de ces pays, loin de trouver dans ces « guerres d'indépendance » les conditions du développement de sa lutte sur son propre terrain de classe, il s'est trouvé au contraire laminé, enchaîné pieds et poings liés derrière les sirènes nationalistes et transformé toujours en chair à canon pour les besoins de l'impérialisme, tout comme l'avait prédit Rosa Luxemburg.

Mais le PCI a une explication pour ce dernier fait : « Le fait tragique que les révolutions anticoloniales n'aient pas rencontré le soutien actif du prolétariat des métropoles, mais l'hostilité ouverte des organisations parlant en son nom, a empêché toute possibilité de prise de conscience de la part du prolétariat des pays coloniaux de leur appartenance à une même classe aux intérêts identiques que les prolétaires des pays colonisateurs et donc de leur opposition à leur propre bourgeoisie. »

Ainsi les difficultés actuelles des prolétaires d'Algérie seraient la faute aux prolétaires occidentaux qui, s'ils avaient soutenu la lutte pour l'indépendance algérienne (ou si ceux qui « parlent en leur nom », la gauche et les gauchistes l'avaient fait), auraient favorisé le développement de la lutte des prolétaires de ce pays contre leur propre bourgeoisie ! Pour le PCI, « bien loin de porter les valises du FLN, (la gauche) a enchaîné le prolétariat français au char de son impérialisme apportant de cette façon une aide irremplaçable à la bourgeoisie française. » S'il s'agit de dire que la gauche de la bourgeoisie a été – et reste aujourd'hui – le fer de lance de la soumission des prolétaires à l'Etat bourgeois, en Algérie comme en France, c'est une vérité absolue. Mais cela n'a nullement été, bien au contraire, incompatible avec une politique active de mobilisation sur le terrain de la défense des « luttes de libération nationale ». Le PCI aurait-il oublié les marches pour le Vietnam et les efforts entrepris par les staliniens et les trotskistes pour entraîner les prolétaires des pays centraux dans les années 60 et 70 ?

Quant à la fameuse « stratégie de la révolution en permanence » qui « fut celle pour laquelle travailla l'IC au cours des années 20 » invoquée par le PCI et consistant à soutenir la « révolution bourgeoise de façon à développer sa propre lutte de classe après la révolution ou (...) à ravir à la bourgeoisie la direction de la lutte afin de pousser celle-ci jusqu'au bout et d'en faire un tremplin pour la révolution socialiste... », là encore l'histoire a tranché. Les thèses du 2e congrès se sont avérées la traduction directe de la dérive opportuniste de l'IC, cherchant à n'importe quel prix des alliés pour la défense de l'Etat russe et leur mise en application dans les années 20 ont eu des conséquences tragiques pour la vague révolutionnaire (3).

Le PCI n'a jamais soutenu directement un camp impérialiste contre un autre lors d'un conflit mondial. Il fait encore partie de ceux qui, comme le CCI et comme aussi les différents groupes de la mouvance bordiguiste, continuent le combat mené par les gauches de la IIe internationale lors de la première guerre mondiale, pour la défense intransigeante de l'internationalisme prolétarien et contre toutes les sirènes qui appelèrent alors au soutien d'un camp impérialiste contre un autre. Jusqu'à présent les camarades du PCI n'ont pas failli à cette tradition. Leur réflexe lors de la guerre du Golfe l'a encore confirmé. Néanmoins leurs confusions programmatiques, qui sont à la base de leur dérive opportuniste sur la question nationale, risquent malheureusement dans le futur de leur faire abandonner cette position internationaliste qu'ils ont péniblement réussi à maintenir jusqu'à maintenant.

PE

(1) Il s'agit des articles « Les révolutionnaires doivent dénoncer clairement la nature bourgeoise du trotskisme » dans RI n° 229 et « Le PCI s'enfoncé dans l'opportunisme » dans RI n° 232.

(2) Voir notre série d'articles « Les communistes et la question nationale » dans la Revue Internationale n° 34, 37 et 42.

(3) Sur les conséquences de cette « stratégie de l'IC », nous renvoyons le lecteur aux n° 42 et 66 de la Revue.

(4) Voir aussi dans les n° 77 et 78 de la Revue, l'article « Polémique avec le PCI : le rejet de la notion de décadence ».

PUBLICATIONS DU CCI

Ecrire les adresses comme suit, sans nom de la publication :

- ACCION PROLETARIA**
Apartado de Correos 258
Valencia 46080 - ESPAGNE
- INTERNATIONALISME**
BP 1134, 1000 Bruxelles 1 - BELGIQUE
- INTERNATIONALISM**
P.O. Box 288 New York
N.Y. 10018-0288 - U.S.A.
- INTERNACIONALISMO**
Apartado 20674 Caracas 1020-A - VENEZUELA
- INTERNATIONELL REVOLUTION**
IR, Box 21106, 10031 Stockholm - SUEDE
- RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE**
CP 469, 80100 Napoli - ITALIE
- WERELD REVOLUTIE**
WR Postbus 11549
1001 GM Amsterdam - HOLLANDE
- WORLD REVOLUTION**
BM Box 869,
London WC1N 3XX - GRANDE-BRETAGNE
- WELTREVOLUTION**
Postfach 410308 50863 Köln
ALLEMAGNE
- REVOLUCION MUNDIAL (Mexique)**
Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600
Distrito Federal, Mexico, MEXIQUE
- COMMUNIST INTERNATIONALIST (Inde)** (*publication en langue Hindi*)
Ecrire à l'adresse de World Revolution, avec la mention : W.R./C.I.

ABONNEMENTS

- ABONNEMENT SIMPLE**
(12 numéros du journal) :
FRANCE : 100 F - ETRANGER : 100 F - PAR AVION : 120 F
- ABONNEMENT SIMPLE**
(4 numéros de la *Revue internationale*) :
FRANCE : 75 F - ETRANGER : 75 F - PAR AVION : 90 F
- ABONNEMENT COUPLÉ**
(journal + revue) : FRANCE : 170 F - ETRANGER : 170 F - PAR AVION : 210 F
- ABONNEMENT DIFFUSEUR**
Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre presse autour d'eux, nous proposons les modalités suivantes :
-RI : abonnement à 3 : 240 F, à 5 : 400 F.
-Revue internationale : abonnement à 2 : 145 F, à 3 : 250 F.
Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.

ABONNEMENTS ET VERSEMENTS
par chèque bancaire ou postal à l'ordre de:

R.I. - CCP 202 3302 X - PARIS
à adresser à :

**RI, BP 581
75027 PARIS CEDEX 01**

Pour tout virement postal fait directement à l'ordre de RI, au CCP, veuillez expliquer les raisons du versement (abonnement journal ou revue, commande de brochure, soutien...)

BROCHURES

- Les syndicats contre la classe ouvrière**
(15 F + 8 F/18F pour frais d'envoi)
Nation ou classe
(15 F + 8 F/18F)
- Le trotskysme contre la classe ouvrière**
(30 F + 8 F/18F)
- Plateforme et Manifeste du C.C.I.**
(15 F + 8 F/18F)
- Organisation communiste et conscience de classe**
(15 F + 8 F/18F)
- La décadence du capitalisme**
(15 F + 8 F/18F)
- L'Etat dans la période de transition**
(20 F + 8 F/18F)
- Bilan de la lutte des infirmières (octobre 88)**
(10 F + 8 F/18F)
- Guerre du Golfe (15 F + 8 F/18F)**
- La Gauche communiste d'Italie**
(80 F + 21 F/33F)
- La Gauche hollandaise (120 F + 21 F/33F)**
- L'effondrement du stalinisme**
(20 F + 8 F/18F)
- La Révolution russe (nouvelle édition)**
(15 F + 8 F/18F)

REUNIONS PUBLIQUES ET PERMANENCES

La section du CCI en France organise régulièrement des réunions publiques et des permanences dans plusieurs villes.

Dans une période où les forces révolutionnaires sont éparpillées, où la discussion, la réflexion politique font cruellement défaut dans les rangs du prolétariat, ces réunions correspondent au besoin de concentrer et ramasser toutes les préoccupations qui se font jour dans la classe ouvrière. Elles se veulent être un lieu ouvert d'échange de points de vue, d'orientation et

d'élaboration de la réflexion politique et théorique, ainsi qu'un lieu de réappropriation de l'histoire de notre classe.

Alors que dans les réunions publiques, les discussions s'organisent autour d'un thème précis introduit par un bref exposé de notre organisation, dans les permanences, le débat se développe à partir des questions et préoccupations des participants (actualité, histoire du mouvement ouvrier, approfondissement des positions politiques...).

SUR LE THEME

50 ans après l'imposture de la libération, le capitalisme déchaîne toujours la barbarie

BORDEAUX

Permanence un samedi du mois de septembre à 16 h, au "Café des Arts", 138, cours Victor Hugo. Ecrire au journal pour la date exacte.

CLERMONT-FERRAND

Permanence le deuxième mercredi de chaque mois à 18 heures, à la brasserie de la gare routière, Boulevard Gergovia.

GRENOBLE

Permanence le samedi 1er octobre à 15 h, Brasserie "Le Savoie", avenue Felix Violet, face à la gare.
Vente de la presse au marché St Bruno le même jour à 10h30.

LILLE

Permanence le samedi 24 septembre à 14 h 30, à la MNE, 23, rue Gosselet.
Braderie de Lille comme tous les ans nous tiendrons un stand à la braderie le dimanche 4 septembre.
Vente de la presse le 3^e dimanche du mois de 11 h à 12 h au marché de Wazemmes, rue des Sarrazins, angle de la rue Racine.

LYON

Réunion publique le samedi 10 septembre à 15 h au C.C.O., 39, rue G. Courteline, Villeurbanne (bus 27, 37, 38, arrêt Antonins).
Permanence le vendredi 23 septembre à 20h30, brasserie "Paulaner", rue de la Barre, métro Bellecour.
Vente de la presse au métro Saxe-Gambetta, le 3^e vendredi de chaque mois de 17 h 30 à 18 h 30.

MARSEILLE

Réunion publique le samedi 24 septembre à 20h30. Rendez-vous à partir de 20h15 à la sortie du M° Chartreux.
Permanence le mardi 6 septembre de 18 h 30 à 19 h 30 au bar-tabac « La Comète », cours Jean-Ballard (M° Vieux-Port).
Vente de la presse le samedi 17 septembre de 11 h à 12 h au marché de la Plaine, face à la rue Rey et à la rue St Michel (13006).

NANTES

Réunion publique le samedi 17 septembre à 17 h, salle de la Fraternité, 3, rue de l'Amiral-Duchaffault (quartier Mellinet).
Permanence les vendredis 2 septembre et 7 octobre à 20 h 30, à la même adresse.
Vente de la presse tous les deuxièmes mardis du mois, de 17h15 à 18h, à la station du tramway, place du Commerce.

PARIS

Réunion publique le samedi 17 septembre à 17 h, au 27, avenue de Choisy, M° Porte-de-Choisy.
Permanence le samedi 3 septembre de 18h à 20h, à la même adresse.
Vente de la presse au marché de St-Denis (M° St-Denis-Basilique), le 2^e dimanche du mois, à partir de 11 h 30.

TOULOUSE

Réunion publique le vendredi 23 septembre à 21 h. Rendez-vous sur la place de l'église de la Fourguette, route de Seysses, Toulouse.
Permanence les vendredis 9 et 16 septembre, à 18 h 30. Rendez-vous brasserie « Saint-Exupéry », avenue Saint-Exupéry (près du pont des Demoiselles).
Vente de la presse les dimanches 11 et 18 septembre, de 11 h à 12 h, au marché aux Puces (place St-Sernin).

TOURS

Permanence le samedi 24 septembre à 17 h au café-hôtel « Le Bordeaux », boulevard Heurteloup.
Vente de la presse tous les deuxièmes vendredis du mois, de 10h30 à 11h30, au marché du Sanitas, place St-Paul. (2ème vendredi du mois)

APPEL AUX LECTEURS

La gravité de la situation historique présente de décomposition accélérée du capitalisme exige une intervention accrue des révolutionnaires. C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos publications, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations dont ils peuvent disposer sur ce qui se passe autour

d'eux, les comptes-rendus des discussions qu'ils peuvent avoir dans les rangs ouvriers nous seraient également utiles, vu les difficultés auxquelles se heurte le prolétariat aujourd'hui. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion. Nous profitons également de l'occasion pour renouveler nos appels à ce que des critiques ou commentaires nous parviennent.

QUELQUES LIBRAIRIES OU L'ON PEUT TROUVER LA PRESSE DU CCI

- ANGERS :**
« Contact » - rue Lepneveu
- BORDEAUX :**
« Le Roi Lire » - rue S^{te} Catherine
- BREST :**
« Maison de la Presse » - 64, rue Jean-Jaurès
- CLERMONT-FERRAND :**
« Le Papyvère » - 3, rue de l'Ente
- Librairie « Jean-Rome » - 1, rue des Gras
- « Maison de la Presse » - place de Jaude
- DIEPPE :**
« Maison de la Presse » - 102, Grande-Rue
- DUNKERQUE :**
« Maison de la Presse » - 34, rue Poincaré
- GRENOBLE :**
« Le Sphynx » - 6, rue Brocherie

- « L'encre sympathique » - 6, rue Saint-Laurent
- LAVAL :**
« Point presse » - Centre C^{iel} La-Mayenne
- « Maison de la Presse » - place de La-Trémoille
- LE HAVRE :**
« Presse des Halles » - 27, place des Halles-Centrales
- LILLE :**
« Galerie » - 57, rue de Béthune
Café-restaurant « Le Rainbow » - 17, rue du M^{de}-de-Lattre-de-Tassigny
- « Le Comte de Monte-Cristo » - Centre commercial V2, n° 84, Villeneuve-d'Ascq
- LYON :**
« La Gryphe » - 5, rue Sébastien-Gryphe (7^e)
« La Proue » - 15, rue Childebert (2^e)

- MARSEILLE :**
« Odeur du Temps » - 35, rue Pavillon (1^e)
« Librairie des 2 Mondes » - 52, rue des Trois-Mages (6^e)
« Kiosque de la Presse » - 56, bd de Strasbourg (face aux Douanes)
- MELUN :**
« La Porte Ouverte » - 19, rue du M^{de}-de-Gaulle
- MONTAUBAN :**
« Maison de la Presse » - rue de la République
- MONTPELLIER :**
Librairie « Sauramps-Le Triangle » - Allée J.-Milhaud
- NANTES :**
« Vent d'Ouest » - 5, pl. du Bon-Pasteur
« Lanoë » - 2, rue de Verdun
« Librairie des Boulevards » - 20, bd des Anglais

- NICE :**
« Le Temps de Vivre » - 50, bd de la Madeleine
- ORLEANS :**
« Temps Modernes » - rue N-D-de-la-Délivrance
- PARIS :**
« L'Herbe Rouge » - 1 bis, rue d'Alésia (14^e)
« Parallèles » - 47, rue St-Honoré (1^{er})
« FNAC » - Forum des Halles (1^{er})
« La Boulangerie » - 67, rue de Bagnaux (Montrouge)
- SAINT-ETIENNE :**
« Librairie de Paris » - rue Michel-Rondet
« Utopia » - rue Pierre-Berard
- SAINT-NAZAIRE :**
« Le Temps de Vivre » - 71, rue Jean-Jaurès
- TOULON :**
« Hall de Presse » - bd M^{de}.

- Leclerc
 - TOULOUSE :**
« Toulouse Presse » - 60, rue Bayard
« FNAC » - 81, bd Carnot
« Les Arcades » - place du Capitole
 - TOURS :**
« Librairie » - 104, rue Colbert.
- DISTRIBUE PAR LES NMPP.**
Imprimerie G.-Tautin - 9, cité Beauharnais 75011
Directeur de la publication : D. Van Celst
Numéro de Commission paritaire : 54267

L'IMPOSTURE DE LA LIBERATION

Avec la commémoration de la prétendue libération de 1944, la société bourgeoise a le culot de rappeler ses horreurs passées, d'en faire une gigantesque fête, comme si elle avait libéré l'humanité de l'oppression et du meurtre généralisés. Or, les guerres ont continué depuis 1945, l'oppression n'a pas cessé et au contraire, elle a redoublé; et les massacres que l'on connaît depuis n'ont rien à envier à ceux des nazis, comme encore sous nos yeux en ex-Yougoslavie ou au Rwanda. Il ne doit pas rester une once d'illusion de progrès dans le remplacement du gendarme nazi par le flic « démocratique ». Si beaucoup d'ouvriers apparaissent remplis d'allégresse sur les photos d'époque, ils vont vite déchanter. Les premiers mois de la libération capitaliste montrent que les meilleures intentions affichées sont pavées d'enfer, comme le dénoncent les militants de la Fraction Française de la Gauche Communiste dans leur journal ronéoté L'Étincelle, en août 1944 : « *Au camp de concentration, au maquis, à l'exploitation forcée de tous les ouvriers en Allemagne, viennent s'ajouter les bombardements des villes, surtout là où des mouvements ou des grèves éclatent, comme à Milan, à Naples, à Marseille (...)* Les armées alliées, suivant de près la répression allemande, feront goûter à la classe ouvrière française les joies de la libération avec le fascisme déportait les ouvriers dans les bagnes de travail, la démocratie les encasernera pour les envoyer se faire crever la peau sur les théâtres d'opération. Les méthodes changent, mais ce sera toujours la classe ouvrière qui paiera. »

« Produire d'abord, revendiquer ensuite »
(slogan du PCF)

La faible voix des révolutionnaires ne peut être entendue sous le vacarme du principal valet de De Gaulle, Thorez, de retour de sa planque en Russie, qui est chargé de bugler : « *Une seule justice, une seule armée, une seule police* », et dont les séides désarment les milices patriotiques récalcitrantes et cognent sur les grévistes. Pour les agents stalinien de l'Etat restauré, la Libération se résume à continuer la guerre contre Hitler et à apprendre aux ouvriers la productivité capitaliste,

ainsi que le rapporta aux jeunes parisiens Maurice Thorez au Vel'd'hiv le 2 décembre 1944 : « *Il nous faut faire la guerre, mais la faire vraiment en mobilisant toutes les forces, toutes les ressources, toutes les énergies. Jeunes Français qui êtes ici, vous ne pouvez pas être contents de ne pas être sous l'uniforme, avec un fusil, des canons, des tanks, des avions, en train de faire la guerre. Pour le travail de production, il faut, je n'hésite pas à employer ce mot, régénérer notre jeunesse (...) qui doit maintenant réapprendre à savoir travailler, et à être à l'atelier devant un métier en jeune Français courageux, patient, soucieux de bien figurer la pièce qu'il est appelé à fabriquer.* »

Le véritable héritage de la Libération

Après la conférence de Potsdam s'ouvre la sinistre période de guerre froide où deux grands blocs impérialistes, ceux de l'Est et de l'Ouest, vont s'affronter par « libérations nationales » interposées et éjecter les anciennes puissances de leurs colonies.

Les jeunes prolétaires fraîchement enrôlés dans l'armée française reconstituée n'ont pas le temps de mettre un pied dans la vie civile qu'il leur faut partir après mai 1945 déjà, pour sauvegarder « les acquis de la Libération », au profit de la bourgeoisie française dans la guerre d'Indochine (où le « libérateur » de Paris, Leclerc se distinguera comme promoteur du meurtre de masse).

Pour tenter de protéger ses privilèges, la bourgeoisie française fait tout autant de nouveaux bombardements destinés à semer la terreur, que les alliés en Allemagne : le 8 mai 1945 la « démocratie » française unie (des gaullistes à la SFIO et au PCF) fait bombarder Sétif, ville en révolte, sous l'œil silencieux du ministre de l'air, Tillon, ex- « libérateur » stalinien : de 15 000 à 45 000 morts selon les sources ! Deux ans plus tard, ce sera le même carnage à Madagascar.

La guerre d'Indochine durera huit ans. A peine l'échec est-il patent en 1954, que les soldats remplissent pour la « pacification » de l'Algérie, qui mobilisera près d'un million d'hommes. L'ensemble des guerres coloniales coûtera à son tour plusieurs centaines de milliers de vies humaines.

Au milieu des ruines, la bourgeoisie victorieuse doit veiller à ce que la misère, la disette, les privations, n'engendrent pas la révolte. Aussi lui faudra-t-il longtemps pointer du doigt et charger à outrance le nazisme. Plus lourdement encore qu'aujourd'hui, l'invocation répétée des camps de la mort et des atrocités hitlériennes aura été un chantage efficace pendant toute l'après-guerre pour faire accepter la période de malnutrition, de misère et de crise aiguë du logement que vont subir les ouvriers. Ne vaut-il pas mieux être chômeur avec des tickets de rationnement que prisonnier dans un camp de concentration ? Cette misère, les prolétaires la subiront encore près de dix ans après la fin de l'holocauste de 1939-1945. Les « fastes » de la reconstruction ne se font vraiment ressentir, et pour une durée limitée, qu'au milieu des années 60. Jusqu'à cette date continuent de peser les effets de la seconde guerre mondiale !

Mais les grèves sporadiques de 1945-1946, la grande grève Renault de 1947 (avec les panonceaux criant « *Nous voulons manger* », « *10 F c'est un peu plus de pain* », « *Unité d'action* ») et la

vague de luttes de 1953 dans les assurances et le secteur public vinrent briser l'« union sacrée » et ses mensonges. Elles montraient objectivement aux prolétaires quels sont leurs véritables ennemis. Car ce sont tout spécialement le PCF et la CGT qui se chargèrent, comme à Renault et chez les imprimeurs, de remettre au boulot les ouvriers récalcitrants, par la menace, l'agression physique. Les stalinien les dénonçaient « comme manipulés par la cinquième colonne », traitant d'« hitléro-trotskistes » ceux-là mêmes qu'ils avaient entraînés dans le massacre des « sales boches ». Après le sang, la sueur : deux denrées dont les bourgeoisies, fasciste, stalinienne ou « démocratique », ne peuvent se priver, en temps de guerre comme en tant de « paix », au compte des ouvriers.

Les prolétaires d'aujourd'hui doivent être conscients que, avant la Libération, c'est avec ses mensonges sur l'espoir d'un changement de régime social que la gauche « socialiste » et surtout stalinienne, a pu enrôler leurs aînés dans les massacres impérialistes, en véritable ennemie qu'elle est de la classe ouvrière.

En ce sens, on ne peut manquer de rappeler l'hommage saisissant que De Gaulle rend à Thorez dans ses « Mémoires de guerre ». Il félicite ce dernier pour son sens de l'« intérêt public », pour ses efforts pour désarmer les milices et aider à la reconstitution de la police et pour ses harangues visant à empêcher les mineurs de faire grève. Hommage à services rendus à la patrie, pour le capital national, contre la classe ouvrière !

Damien

LA PALME DU CHAUVINISME...

« *L'invitation de soldats allemands à défilé sur les Champs-Élysées le 14 juillet est extrêmement choquante, elle m'apparaît totalement déplacée* » Est-ce un militariste obtus ou un quelconque ministre « socialiste » de la guerre à la retraite qui s'indigne ainsi d'une invitation à l'Eurocorps de parader le jour du grand-guignolesque carnaval national annuel ? Nullement, c'est monsieur Robert Hue, humble successeur de Marchais. Le PCF a repris sa place, en avance sur les autres, dans la clique qui devait rejouer les flonflons de la Libération. Il revendique le rôle de chef d'orchestre en direction de la classe ouvrière « en ce jour où le peuple français va célébrer à la fois les valeurs de la révolution française, celles de la Nation et de sa souveraineté ». Le parti de la place du Colonel-Fabien ne tient pas à ce que soit oublié qu'il a été le principal parti restaurateur de l'Etat bourgeois à pousser au casse-pipe les ouvriers

pendant la guerre et dans les sanglants combats qui ont marqué la fin de la boucherie. Il a en effet préservé la Nation bourgeoise.

A la veille du grand tohu-bohu glorifiant l'imposture de la Libération, le PCF exalte les valeurs nationalistes qu'il partage avec les autres partis bourgeois, et se félicite de sa nature de parti va-t'en guerre. Les stalinien ont incité à défilé dès le 12 juillet, voire à protester le 14 contre ces « *allemands à nouveau dans Paris* », en droite ligne de sa contribution à l'embrigadement des ouvriers dans la guerre. C'est bien lui le parti signataire des crédits de guerre, au moment du pacte Laval-Staline en 1935, le parti souteneur du pacte Hitler-Staline qui précipita la conflit mondial, le parti qui commanda aux ouvriers d'exposer leurs poitrines pour que la Nation soit souveraine, le parti qui hurla à ladite Libération : « *Feu sans pitié !* », « *A chacun son Boche !* », le parti, enfin, dont le sinistre Duclos se réjouissait que l'armée de

Staline ait tué huit millions d'Allemands. Peine perdue, le 14 juillet 1994, sur les Champs-Élysées, les soldats étrangers ont été plus applaudis que les « sauveurs » américains en 1944 ou que les soldats autochtones. Et, même si la classe ouvrière ne marche plus et ne s'extasie plus devant les défilés militaristes, le PCF est là pour lui rappeler, dans son langage que l'ennemi n'est pas dans notre pays, que ce n'est pas notre propre bourgeoisie et ses armées de mercenaires l'adversaire, mais l'autre, en face, l'ouvrier « étranger ». Après avoir pendant des années proclamé qu'il faut « produire français », participé à l'exclusion des ouvriers immigrés, soutenu la campagne militaro-humanitaire de Balladur au Rwanda, le PCF s'attend toujours à ce que les ouvriers soient prêts à « se faire tuer français ». Pour l'intérêt du capital.

Lydia.

Lisez notre brochure

Courant Communiste International

ORGANISATIONS COMMUNISTES ET CONSCIENCE DE CLASSE



BROCHURE N°3 AOUT 79 4 Ff 35 Fb

NOS POSITIONS

* Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.

* La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

* Les régimes étatisés qui, sous le nom de « socialistes » ou « communistes », ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.

* Depuis le début du 20^e siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe ouvrière ne peut y

répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

* Toutes les idéologies nationalistes, d'« indépendance nationale », de « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploités.

* Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La « démocratie », forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

* Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis « ouvriers », « socialistes », « communistes » (les ex-« communistes » aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de « front populaire », « front anti-fasciste » ou « front unique », mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

* Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, « officielles » ou « de base », ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

* Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

* Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émulsion de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

* La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

* La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni « autogestion », ni « nationalisation » de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

* L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'« organiser la classe ouvrière », ni de « prendre le pouvoir »

en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

- La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.
- L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.
- Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la Ligue des Communistes de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'Association Internationale des Travailleurs, 1864-72, l'Internationale Socialiste, 1884-1914, l'Internationale Communiste, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la III^e Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les gauches allemande, hollandaise et italienne.